



Des communautés de la RD Congo sous pression pour céder leurs droits fonciers à une société contrôlée par des banques de développement

Par [Grain](#)

Mondialisation.ca, 25 juillet 2016
[grain.org](#) 23 juillet 2016

Région : [Afrique subsaharienne](#)
Thème: [Loi et Justice](#), [Pauvreté et inégalités sociales](#)

Par : RIAO-RDC et GRAIN

Ces derniers jours, Feronia Inc., une entreprise Canadienne détenue en majorité par des banques de développement européenne et américaines, met une pression énorme sur les communautés locales afin qu'elles signent un cahier des charges qui approuverait la poursuite et l'expansion de l'exploitation des plantations de palmiers à huile de l'entreprise au sein de leurs territoires.

En dépit de graves pressions et intimidations, les communautés ont rejeté le cahier des charges et font appeler au soutien international afin que Feronia respecte cette décision.

Les communautés demandent à ces banques et fonds de développement, qui de façon combiné détiennent plus de 80% des actions de Feronia, de respecter les propres directives internes qu'elles possèdent et qui parle du consentement libre, préalable et éclairé des communautés (CLPE).

Ces institutions de développement qui investissent dans Feronia sont la CDC du Royaume Uni, Proparco de l'AFD en France, l'AECID de l'Espagne, l'OPIC des Etats Unis, BIO de la Belgique, La DEG de l'Allemagne, la FMO des Pays Bas et SECO de la Suisse.



Le déroulé des événements

Le 8 Mars 2015, plus de 60 chefs coutumiers et d'autres leaders de communauté du district de Yahuma ou 90% des plantations de Feronia sont situés se sont réunis pour appeler à la résolution de leurs plaintes de longue date qu'elles ont avec Feronia. Dans la Déclaration

qui a sanctionné cette réunion, elles ont déclaré que Feronia ne les a pas consulté pour l'utilisation de leurs terres et que la Société ne possède aucun droit et ne devrait pas être présente.

« Nous exigeons avant tout, le début des négociations pour récupérer nos droits sur les terres qui nous ont été prises illégalement au cours des 104 dernières années, » déclarait le texte. « Nous voulons être indemnisés, et ensuite seulement nous pouvons procéder à des discussions sur un protocole d'accord. »

Depuis cette déclaration des communautés, des conflits ont eu lieu avec Feronia. La société a essayé de faire faire le bornage des terres sans l'avis et le consentement des communautés.

Le 18 Juillet 2016, une forte délégation d'autorités provinciales et d'élus ont été envoyée à Mozité pour obtenir des communautés la signature du cahier des charges. Ce cahier des charges a été commandité par Feronia et devait permettre de calmer les communautés et stopper leur refus.

L'objectif également selon nos informations était de permettre la reprise des activités de bornage des terres des communautés par Feronia. Nos sources nous indiquent que cette mission a bénéficié du financement de Feronia et de la facilité du régime de Kinshasa.

Pourtant les communautés avaient catégoriquement rejeté le cahier des charges lors des premières rencontres avec la délégation dans le village de Mozité.

Les pressions ont continué sur les communautés jusqu'à la date du 21 Juillet 2016, où la délégation mandatée par Feronia a été obligée d'abandonner sa mission

Violation de leurs lignes directrices

Ces institutions financières de développement qui possèdent Feronia ont des lignes directrices que les entreprises dans lesquelles elles investissent doivent suivre pour les négociations pour l'accès à la terre des communautés. Les efforts actuels pour faire pression sur les communautés de Lokutu afin qu'elles signent un cahier des charges sont en violation de ces lignes directrices.

Les institutions de financement du développement devraient donc prendre des mesures immédiates pour forcer Feronia à respecter les droits et les demandes des communautés locales et de cesser de faire pression sur les communautés de signer un cahier des charges.

Les institutions de financement du développement doivent également prendre des mesures pour assurer la sécurité des dirigeants de la communauté qui ont été intimidés en raison de leur opposition au projet de cahier des charges de Feronia.

Feronia n'a pas encore respecté la demande claire des communautés qui de leur fournir les preuves des droits qu'elle prétend avoir à opérer sur leurs terres.

Le soutien international

RIAO-RDC et ses partenaires internationaux appuient les demandes des communautés pour le retour de leurs terres.

RIAO-RDC et ses partenaires internationaux demandent au gouvernement de la RDC à assumer ses responsabilités et assurer la sécurité des communautés touchées et leurs dirigeants qui sont maintenant sous la menace de disparition et d'autres actes d'intimidation et font appel à l'assemblée provinciale à Kisangani de laisser les communautés à rechercher librement et pacifiquement leurs droits et à ne pas faire pression sur les communautés de signer des accords avec des sociétés qui affectent leur contrôle sur leurs terres.

Pour plus d'information :

Jean-Francois Mombia Atuku, RIAO-RDC, +221 773 469621

Ange David Baimey, GRAIN, +233 269 089432

La source originale de cet article est grain.org
Copyright © Grain, grain.org, 2016

Articles Par : Grain

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca